

- + La politique commerciale de l'UE
- + Faudra-t-il interdire certains réseaux sociaux ?
- + La loi Haby sur le collège unique

Quelle défense face aux nouvelles menaces ?

- Les réalités d'une rupture stratégique
- Une défense et une dissuasion européennes ? • L'armée du futur

Sommaire

5 **Politiques publiques**

La politique commerciale de l'Union européenne

Antoine Bouët

17 **Dossier**

Quelle défense face aux nouvelles menaces ?

18/ La France face au « nouveau désordre mondial »

Jean-Vincent Holeindre

26/ **Grand entretien**

avec Michel Goya

Quelles ruptures stratégiques ?

38/ Des moyens à la hauteur des ambitions ?

Jean Belin

46/ La dissuasion nucléaire française peut-elle s'eupéaniser ?

Bruno Tertrais

56/ Vers une défense européenne ?

Delphine Deschaux-Dutard

66/ Que peut encore la France à l'ONU ?

Camille Bayet

76/ Renseignement et conflictualité dans le cyberspace

Clément Renault

86/ Les moyens de combat du futur

Jérôme Clech

98/ **Les plus de la rédaction**

98/ *Ce qu'il faut retenir*

99/ *Les mots du dossier*

100/ *Les chiffres clés*

101/ *Les dates clés*

102/ *Le dossier en dessins*

103/ *Pour en savoir plus*

105 **En débat**

Faudra-t-il interdire certains réseaux sociaux ?

Dominique Boullier et Bernard Benhamou

115 **Le point sur**

La productivité : le décrochage de la France

Laurent Simula

121 **C'était en... juillet 1975**

Le vote de la loi Haby instaurant le collège unique

Clémence Cardon-Quint



→ Retrouvez l'univers *Cahiers français* sur www.vie-publique.fr/cahiers-francais

→ **Les fiches** au format mobile

La France face au « nouveau désordre mondial »

Jean-Vincent Holeindre

Professeur de science politique à l'université Paris-Panthéon-Assas

L'instabilité géopolitique, la fragmentation des alliances et la contestation de l'ordre libéral occidental exposent l'Europe et la France à des menaces hybrides, tant militaires qu'économiques ou informationnelles. La crise actuelle révèle en parallèle la vulnérabilité des sociétés démocratiques qui se sont longtemps crues à l'abri d'un nouveau risque de conflit. Pour affronter ces multiples menaces, une refondation politique et sécuritaire s'impose, fondée sur un renforcement des capacités militaires, une véritable autonomie stratégique européenne mais aussi une prise de conscience collective sur les efforts qu'imposent la pérennité de la démocratie libérale.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, a jeté une lumière crue sur un basculement géopolitique qui est à l'œuvre depuis plusieurs années. On peut le dater aux années 2013 et 2014, marquées par la guerre en Syrie et l'annexion de la Crimée. Tandis que les États-Unis de Barack Obama renonçaient à intervenir en Syrie malgré le franchissement de la « ligne rouge » par le régime de Bachar el-Assad, usant d'armes chimiques contre sa population, la Russie de Poutine se sentait pousser des ailes, interprétant ce renoncement américain comme un aveu de faiblesse. Elle venait au secours de son allié syrien et

annexait ensuite la Crimée, sous le regard hébété des Occidentaux et sous celui, embarrassé mais complice, de la Chine.

Nous assistons depuis à une transformation structurelle de l'environnement international, souvent qualifié de « nouveau désordre mondial ». L'expression doit être interrogée. Nous n'assistons pas à un retour de l'anarchie, c'est-à-dire à une absence de règles autorisant *de facto* l'usage de la force, mais plutôt à une situation instable où les normes, les compétitions de puissance et le jeu des acteurs se recomposent au détriment des nations occidentales. Les États-Unis de Donald Trump, dont les réactions emphatiques et peu intelligibles attestent la vulnérabilité, sont touchés au premier chef.



Cette capture d'écran d'une vidéo montre le président russe Vladimir Poutine, vêtu de l'uniforme militaire, au poste de commandement de Koursk en Russie, le 13 mars 2025

© KREMLIN PRESS OFFICE/
HANDOUT/ANADOLU/
ANADOLU VIA

Ce que les Occidentaux perçoivent comme une incertitude peut être interprété par les pays du Sud comme une recomposition nécessaire. Si le Sud est loin de constituer un tout cohérent, les États qui le constituent (Chine, Russie, Iran, Turquie notamment) ont en commun l'opposition à l'hégémonie occidentale, estimant que le temps de l'Amérique et de l'Europe est dépassé.

Par conséquent, l'ordre international ne s'effondre pas. Il reste fondé sur le jeu subtil et interétatique du droit et de la puissance. Les faits stratégiques majeurs que sont les guerres ouvertes, les conflits hybrides, les ingérences informationnelles ou encore la colonisation des « communs » essentiels, tels l'espace extra-atmosphérique ou les fonds marins, apparaissent comme des menaces car les nations occidentales sont les premières visées aux niveaux stratégique et politique, ayant perdu en partie la maîtrise de l'action comme de l'interprétation.

Recomposition des alliances et désoccidentalisation du monde

L'effet de sidération qui touche la France et l'Europe depuis 2022 et à nouveau en 2025 avec les récentes déclarations de Donald Trump révèle une difficulté à penser l'adversité. Comme le montre l'historien Stéphane Audoin-Rouzeau¹, la paix prolongée dont a bénéficié l'Europe occidentale depuis 1945 a favorisé un oubli de la guerre, un refoulement de ses mécanismes et de sa centralité dans l'histoire politique. Ce retour du refoulé est d'autant plus brutal en 2025 que l'alliance militaire avec les États-Unis est affectée par la réélection de Donald Trump à la Maison Blanche, qui exprime ouvertement son mépris envers le Vieux Continent. La crise américaine, marquée par une polarisation extrême, un repli sur les intérêts nationaux et une fatigue de l'engagement militaire, fragilise le socle transatlantique, hypothéquant la

garantie de sécurité que l'Amérique offre à l'Europe depuis 80 ans.

Pourtant, cette « dérive des continents ² » entre Europe et Amérique était perceptible depuis au moins une décennie, avec le « pivot vers l'Asie » annoncé par Barack Obama. La présidence Biden, marquée par un soutien fort à l'Ukraine, n'a fait que freiner cette tendance lourde combinant isolationnisme et redéploiement de la puissance. On avait pu déjà en mesurer la portée, certes de manière brouillonne, lors du premier mandat de Trump, de 2017 à 2021.

“

La fragmentation actuelle des relations internationales amplifie l'érosion des institutions multilatérales

Le repli protectionniste américain et les tensions au sein de l'OTAN nourrissent un sentiment d'incertitude croissant parmi les alliés européens. Cette nouvelle donne impose à la France – puissance nucléaire, membre permanent du Conseil de sécurité et État pivot dans l'architecture de la sécurité continentale – de repenser sa stratégie de défense. Plus largement, l'Europe, qui a bâti sa sécurité sur l'interdépendance économique et l'intégration normative, découvre les limites d'un système trop dépendant, d'une part, d'un allié américain devenu imprévisible et hostile au libéralisme et, d'autre part, de chaînes d'approvisionnement qui, si elles sont mondialisées, reposent sur la Chine. Dans les deux cas, nous avons affaire à deux protectionnismes animés par un désir de prédation, non à un libre-échange profitant à l'ensemble des joueurs.

Dans le « monde post-américain » qui se dessine, aucune puissance ne peut imposer seule un ordre comme ce fut le cas des États-Unis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et, plus encore, durant le bref « moment unipolaire » des années 1990. Cependant, plusieurs pays peuvent produire du désordre afin d'en tirer des avantages stratégiques, d'où la normalisation du recours à la force comme outil de politique étrangère, y compris en dehors des cadres juridiques traditionnels. Le renforcement des logiques de puissance est visible dans la guerre en Ukraine comme dans les tensions en mer de Chine, au Sahel ou en Méditerranée orientale. Ainsi que le note Michael Kimmage, le retour de la géopolitique ne signifie pas la restauration de l'équilibre, mais la généralisation de la compétition et un regain d'instabilité ³. La fragmentation actuelle des relations internationales amplifie l'érosion des institutions multilatérales (en particulier l'ONU), la désintermédiation des tensions et l'émergence d'une conflictualité en mosaïque, où chacun cherche à tirer un avantage de l'incertitude stratégique.

Dans ce contexte, les nations du Sud, regroupées autour des BRICS+, élargis en 2023 à des États comme l'Arabie saoudite, l'Iran, l'Égypte, l'Éthiopie ou les Émirats arabes unis, entendent dessiner à terme un contre-modèle politique et géoéconomique. Elles revendiquent un monde multipolaire fondé sur la non-ingérence, la souveraineté et le rejet de l'universalisme libéral, lequel dissimulait mal, selon ces États, la volonté de domination occidentale. Cette dynamique de désoccidentalisation se manifeste dans la diversification des partenariats Sud-Sud, le rôle croissant joué par des forums comme l'Organisation de coopération de Shanghai ou l'influence géoéconomique de la Chine à travers les Nouvelles routes de la soie.

Les grands pays du Sud vont plus loin encore, développant un projet d'expansion qui prend les traits d'un néo-impérialisme autoritaire.

L'empire du Milieu affirme son contrôle sur la mer de Chine méridionale, développe ses bases logistiques militaires à l'étranger (comme à Djibouti) et tente d'imposer un récit alternatif à celui de l'Occident. La Russie articule *hard power* militaire et *soft power* informationnel pour reconstituer une sphère d'influence dans l'ex-espace soviétique et au-delà en Afrique, chassant dans la zone de prédilection de la France notamment. La Turquie déploie une diplomatie d'influence appuyée sur une capacité militaire croissante ; elle veut s'imposer comme une puissance d'équilibre entre l'OTAN, dont elle est membre, et la Russie, qui est l'un de ses interlocuteurs privilégiés. Comme le souligne Michel Duclos, ces acteurs forment un « archipel de puissances révisionnistes », qui contestent les fondements juridiques et géopolitiques de l'ordre international hérité de 1945. La diversité de ces régimes est tempérée par une convergence idéologique : la remise en cause de la démocratie libérale occidentale, décrite comme affaiblie et illégitime.

Faire face à de nouveaux risques

Dans cette configuration, la France est exposée, directement ou indirectement, à l'ensemble des dimensions de cette conflictualité.

“

Les menaces actuelles touchent au cadre moral et politique de la démocratie

Au-delà des vulnérabilités techniques ou logistiques, les menaces actuelles touchent au cadre moral et politique de la démocratie. C'est un pan encore peu exploré du débat stratégique : la crise de confiance que traversent les régimes démocratiques européens, dont la France, et ses effets sur la sécurité des États. Comme l'avait anticipé Raymond Aron avant la Seconde Guerre mondiale, la faiblesse potentielle des démocraties ne tient pas seulement aux moyens matériels mais aux dispositions morales : le repli sur la sphère privée, la tentation de l'aveuglement face aux périls, l'usure du sentiment national⁴. Cette fatigue des démocraties, doublée d'une crise institutionnelle, contribue à une forme de passivité que dissimulent mal les déclarations d'intention sur l'autonomie stratégique. Elle est souvent opposée à la détermination des pouvoirs autoritaires, moins contraints par l'opinion publique et souvent portés par une idéologie offensive. La situation est d'autant plus dangereuse que cette opposition s'installe au sein des médias et des opinions occidentales, accréditant l'idée que la démocratie serait un système dépassé et mal adapté aux défis d'aujourd'hui. Toutefois, l'exemple de l'Ukraine, qui a résisté aux coups de boutoir russe en dépit de toutes les prévisions, est la preuve que les régimes oppressifs ne sont pas voués à l'emporter irrésistiblement.



cratiques européens, dont la France, et ses effets sur la sécurité des États. Comme l'avait anticipé Raymond Aron avant la Seconde Guerre mondiale, la faiblesse potentielle des démocraties ne tient pas seulement aux moyens matériels mais aux dispositions morales : le repli sur la sphère privée, la tentation de l'aveuglement face aux périls, l'usure du sentiment national⁴. Cette fatigue des démocraties, doublée d'une crise institutionnelle, contribue à une forme de passivité que dissimulent mal les déclarations d'intention sur l'autonomie stratégique. Elle est souvent opposée à la détermination des pouvoirs autoritaires, moins contraints par l'opinion publique et souvent portés par une idéologie offensive. La situation est d'autant plus dangereuse que cette opposition s'installe au sein des médias et des opinions occidentales, accréditant l'idée que la démocratie serait un système dépassé et mal adapté aux défis d'aujourd'hui. Toutefois, l'exemple de l'Ukraine, qui a résisté aux coups de boutoir russe en dépit de toutes les prévisions, est la preuve que les régimes oppressifs ne sont pas voués à l'emporter irrésistiblement.

Pierre Hassner, dans le sillage d'Aron, a montré combien les passions tristes – peur, humiliation, ressentiment – jouent un rôle clé

28 février 2025, bureau ovale de la Maison Blanche. Échange tendu devant les télévisions du monde entier entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky. Les deux présidents expriment leur franc désaccord au sujet du soutien militaire américain envers l'Ukraine suite à l'invasion russe

© SAUL LOEB/AFP

au même titre que les intérêts matériels. La montée des populismes, la fragmentation des opinions et la défiance croissante envers les élites affaiblissent la capacité des démocraties à mener des politiques internationales cohérentes et durables⁵. À cet égard, la stratégie ne peut être réduite à une ingénierie technologique : elle nécessite une juste caractérisation des menaces ainsi qu'une vision commune du danger et de ce qui mérite d'être défendu. Dans un contexte où le risque du terrorisme islamiste radical reste présent (plus de 40 attentats djihadistes déjoués depuis 2015), les tensions sociales et les fractures identitaires constituent un terreau favorable pour les ingérences étrangères, ce qui engage notre capacité à maintenir démocratiquement le lien social et civique.

“

La Chine contrôle entre 60 et 80 % de la chaîne de transformation des métaux critiques

Sur le plan stratégique, la France fait également face à un faisceau de menaces territoriales qui, sans être nouvelles, prennent une dimension plus aiguë. Avec l'attaque russe se pose la question d'une menace militaire, de nature indirecte pour le moment. Bien que n'étant pas en danger à ses frontières, la France est exposée via ses alliés, ses déploiements extérieurs et sa participation à la dissuasion élargie. Dans ce contexte, Paris renforce ses stocks de munitions (+ 60 % d'ici à 2030) et se prépare à un conflit de haute intensité comme en témoigne la loi de programmation militaire 2024-2030. D'autres risques territoriaux doivent être pris en compte à plus large échelle : amplification de la pression chinoise

dans le Pacifique, trafics et piraterie en mer, ce qui conduit par exemple la Marine nationale à assurer une présence continue dans tous ces espaces.

À ces menaces conventionnelles s'ajoutent d'autres plus diffuses, relevant du registre non cinétique. D'une part, les cyberattaques contre les ministères, les hôpitaux ou les collectivités locales soulignent l'importance croissante de la coercition numérique (830 incidents critiques traités par l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information en 2022). Sur le plan informationnel, la France, comme la plupart des démocraties libérales, est touchée par une propagande virulente, impliquant manipulation des faits et ingérence dans les débats publics, cette guerre cognitive visant à saper la confiance des citoyens dans les institutions démocratiques⁶. D'autre part, les menaces économiques et technologiques ont sensiblement augmenté : prédatons étrangères venant d'acteurs étatiques ou non ; dépendance à des technologies non souveraines (cloud, IA, semi-conducteurs) ; vulnérabilité aux sanctions extraterritoriales ou aux blocages logistiques mondiaux... La Chine contrôle entre 60 et 80 % de la chaîne de transformation des métaux critiques, nécessaires à l'industrie de défense, et 90 % des terres rares. De plus, 70 % des composants électroniques militaires proviennent d'Asie de l'Est. Quant à la dépendance européenne au gaz russe, elle demeure une réalité malgré les sanctions, dont les effets sont limités : ses importations de gaz naturel liquéfié russe en Europe ont même atteint un niveau record en 2024.

La crise comme opportunité de refondation

La période des « dividendes de la paix », au lendemain de la guerre froide, avait permis de redéployer les ressources : la défense avait été délaissée tandis que s'étaient développés les transferts sociaux, notamment pour les retraites dans un contexte de vieillissement



démographique. Ce choix a été rendu possible par le maintien d'une posture défensive fondée sur la dissuasion nucléaire et l'intégration multilatérale, européenne (UE), transatlantique (OTAN) et mondiale (ONU). Cette logique arrive à son terme. Non seulement les dangers ont changé de nature, mais les instruments de sécurité mobilisés hier sont devenus insuffisants. Pour Paris, la fin de cette période implique d'engager plusieurs chantiers : lancer un « réarmement » sur le plan militaire et industriel ; repenser les chaînes logistiques pour retrouver de la souveraineté industrielle à l'échelle européenne ; préparer la population à se mobiliser à différentes échelles pour préserver son modèle politique ; rebâtir une stratégie de présence dans ses zones d'intérêt historique (Afrique, Moyen-Orient,

Indo-Pacifique), ce qui exige une clarification doctrinale sur ses priorités d'engagement et ses lignes rouges.

France et Union européenne ne peuvent être considérées comme crédibles que si elles acceptent d'assumer les coûts de la puissance en investissant sur la connaissance et la défense, en définissant un cap clair et en anticipant les crises sur le long terme. Comme le relève Max Bergmann, l'Europe de la défense ne se détachera pas nécessairement de l'OTAN, mais doit être capable d'agir en son sein avec des moyens crédibles et parler de sa propre voix. En ce sens, la crise stratégique actuelle peut constituer un levier de refondation politique. Dans l'histoire européenne, les ruptures ont souvent produit des formes nouvelles de recomposition et d'intégration.

1^{er} août 2017. Des soldats de l'Armée populaire de libération chinoise participent à la cérémonie d'inauguration de la nouvelle base militaire chinoise à Djibouti

© STR/AFP



Juillet 2022. Aux côtés de Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique, et du commissaire européen Thierry Breton, Emmanuel Macron visite l'entreprise STMicroelectronics à Crolles, en Isère. Il dévoile à cette occasion la stratégie et les investissements prévus pour l'électronique dans le cadre du plan France 2030

© ROMAIN DOUCELIN/SIPA

Trois pistes d'action se dessinent. Tout d'abord, le renforcement du dialogue franco-allemand, clef de voûte de l'équilibre continental, redevient possible dans un contexte où le renforcement militaire n'est plus un tabou pour l'Allemagne et où la France a défendu de longue date l'Europe-puissance. Ensuite, la construction d'une base industrielle et technologique de défense (BITD) réellement continentale nécessite d'aller vers une européanisation des différents groupes nationaux de défense, cette option étant à ce stade un tabou majeur côté hexagonal. Enfin, la défense du continent ne peut être crédible qu'en étant mieux intégrée à travers des initiatives concrètes : mutualisation des munitions, renforcement de la boussole stratégique, amélioration de l'interopérabilité OTAN-UE. Il ne s'agit pas de créer une armée européenne *ex nihilo*, mais d'assurer une capacité d'action conjointe, crédible et rapide.

À cet égard, la France dispose d'une expérience opérationnelle reconnue, d'une autonomie doctrinale et d'une dissuasion nucléaire crédible. Toutefois, elle doit éviter le piège du leadership solitaire et être à l'écoute des perceptions comme des souhaits de ses partenaires, sans donner de leçons. La crédibilité de Paris passe par l'exemplarité, la constance de l'engagement et la capacité à construire des coalitions politiques et industrielles au service d'un intérêt commun européen. Quitter le réflexe des dividendes de la paix, ce n'est pas céder au militarisme, mais reconnaître que la puissance demeure une condition de la liberté politique et démocratique. Le défi français est de combiner souveraineté nationale et solidarité européenne afin d'assurer sa pérennité dans un monde marqué par le regain des impérialismes et l'éternel retour du tragique. ●

Notes

- [1] Stéphane Audoin-Rouzeau, *La Part d'ombre. Le risque oublié de la guerre. Dialogues avec Hervé Mazurel*, Les Belles Lettres, Paris, 2022.
- [2] Marcel Gauchet, *La Condition politique*, Gallimard, Paris, 2005.
- [3] Michael Kimmage, *Collisions: The War in Ukraine and the Origins of the New Global Instability*, Oxford University Press, Oxford, 2024.
- [4] Raymond Aron, « États démocratiques et États totalitaires », conférence du 17 juin 1939 in *Croire en la démocratie 1933-1944*, Fayard, coll. « Pluriel », Paris, 2017.
- [5] Pierre Hassner, *La Revanche des passions*, Fayard, Paris, 2015.
- [6] David Colon, *La Guerre de l'information. Les États à la conquête de nos esprits*, Tallandier, coll. « Texto », Paris, 2025.

Pour aller plus loin

Raymond Aron, « États démocratiques et États totalitaires », conférence du 17 juin 1939 in *Croire en la démocratie 1933-1944*, Paris, Fayard/Pluriel, 2017.

Michel Duclos (dir), *Le Monde des nouveaux autoritaires*, Éditions de l'Observatoire - Institut Montaigne, Paris, 2019.

Max Bergmann, « A more european Nato », Foreign Affairs, mars 2024 : <https://www.foreignaffairs.com/europe/more-european-nato>
Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information, « Panorama sur la cybermenace 2022 », 2023.

Agence internationale de l'énergie, « The Role of Critical Minerals in Clean Energy Transitions », 2022.

The Guardian : https://www.theguardian.com/environment/2025/jan/09/european-imports-of-liquefied-natural-gas-from-russia-at-record-levels?utm_source=chatgpt.com

IFRI : <https://www.ifri.org/fr/notes/vers-une-ere-metallisee-renforcer-la-resilience-des-industries-par-un-mecanisme-de-stockage>